

*Économie canadienne*

J'aimerais demander au gouvernement ce qu'il compte faire pour diminuer le taux de chômage au Canada et quels sont ses plans pour stimuler l'économie, créer davantage d'emplois tout en combattant l'inflation? C'est parce qu'il ne fait rien que j'appuierai ce soir la motion de défiance.

Prenons les statistiques concernant le chômage chez les hommes, les femmes, les jeunes gens et les gens d'âge moyen au Canada. Je constate que 13.3 p. 100 des jeunes de 14 à 24 ans sont sans emploi. La situation est grave. Nous parlons d'offrir aux jeunes la possibilité de s'épanouir, de se trouver une place sur le marché du travail, dans l'entreprise privée ou les exploitations agricoles. Nous parlons de donner à nos jeunes une formation et des qualifications et, pourtant, 13.3 p. 100 d'entre eux sont en chômage par rapport à 10 p. 100 l'année dernière. Voilà une augmentation de 3.3 p. 100 et cela représente un tiers des jeunes gens du Canada. Que va faire le gouvernement? Quelles solutions préconise-t-il pour diminuer le chômage au Canada? Telles sont les questions auxquelles j'aimerais que le secrétaire parlementaire et les autres porte-parole du gouvernement répondent au cours du débat d'aujourd'hui.

Récemment, nous avons entendu des rumeurs très graves et très alarmantes au sujet de la réduction des dépenses gouvernementales dans certains secteurs, ce qui, je pense, ne va qu'aggraver le chômage au Canada. Il y a bien des secteurs où le gouvernement devrait réduire ses dépenses. Il dépense beaucoup d'argent pour Information Canada qui, à mon avis, fait double emploi à bien des égards. Le gouvernement fédéral prévoit des contrats généreux pour des experts-conseils de l'extérieur et, dans bien des cas, j'estime que c'est inutile. Il y a aussi l'autre endroit, cette institution qui n'a rien de démocratique et qui dépense chaque année des millions de dollars pour procéder à ce qu'elle appelle un second examen objectif. Je crois ce genre de dépenses inutile au Canada.

Il y a plusieurs autres programmes que nous pourrions élaguer et nous pourrions également faire quelque chose du côté des fortes hausses de traitement des sous-ministres et des hauts fonctionnaires du gouvernement. En plein pendant la lutte contre l'inflation, je trouve que ces hausses de traitement donnent le mauvais exemple et ont des effets inflationnistes. Lorsque le gouvernement parle de restreindre ses dépenses, j'espère qu'il ne songe pas à des choses comme les paiements de péréquation à l'intention des provinces défavorisées. J'espère qu'il ne songe pas à restreindre les programmes de partage des frais d'hospitalisation et des soins médicaux qui permettent aux provinces les plus pauvres d'améliorer et de maintenir la qualité de leurs services de santé et d'en offrir d'aussi bons que ceux d'autres provinces, tels l'Ontario, le Manitoba la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Ce sont là des domaines où le gouvernement ne doit pas restreindre ses dépenses.

D'autre part, si le gouvernement doit annuler des projets ou des programmes comme les programmes d'Initiatives locales ou Perspectives-Jeunesse, il faudra les remplacer par autre chose. Comment les jeunes qui perdront les emplois qui leur sont offerts grâce à Perspectives-Jeunesse feront-ils pour retrouver du travail? Nombre de jeunes employés dans le cadre de ce genre de programmes ont de 14 à 24 ans. Il y a à Yorkton, dans ma circonscription, bien des jeunes qui se retrouveraient à la charge de l'assistance sociale si un programme d'initiatives locales ou tout l'ensemble du programme était supprimé. Il y a dans la collectivité métisse de Yorkton bien des gens qui se trouveraient aussi au chômage si l'on supprimait les emplois offerts par des programmes d'initiatives locales. Si l'on doit supprimer

ces programmes, qu'on assure leur continuité par d'autres programmes à long terme.

J'ai des doutes sur la rentabilité de certains de ces programmes à court terme, mais je refuse qu'on les supprime sans les remplacer par d'autres structures qui permettront aux Canadiens, quel que soit leur arrière-plan social ou leur niveau d'éducation, de travailler pour faire vivre leur famille et d'œuvrer pour le Canada. Le Canada a besoin d'une économie planifiée. Nous avons besoin d'un effort concerté pour freiner l'inflation et remettre les gens au travail. Nous avons besoin au Canada d'une politique de plein emploi.

Il y a trois ou quatre domaines dont le gouvernement devrait s'occuper de très près. Je songe à la situation dans le domaine du logement, où les taux d'intérêts sont fabuleux, où la construction est extrêmement coûteuse, et où pourtant il y a pénurie, alors que de moins en moins de gens peuvent s'acheter une maison. Il faudrait que le gouvernement oblige les banques à abaisser leurs taux d'intérêts et à consacrer une part beaucoup plus importante de leur portefeuille au logement. On pourrait ainsi augmenter l'offre et faire diminuer les taux d'intérêts et le coût du logement. On obtiendrait du même coup une relance de l'économie, grâce à la reprise de l'emploi dans le bâtiment et dans l'industrie forestière dans des régions à fort taux de chômage comme le Nouveau-Brunswick, le Québec et certaines régions de la Colombie-Britannique. Cela, le gouvernement pourrait le réaliser pour faire diminuer le chômage et en même temps l'inflation, et faire en sorte que le coût d'un logement et d'un abri pour les Canadiens ne soit plus aussi ruineux.

Un autre domaine dans lequel le gouvernement pourrait intervenir est celui de la production et des coûts alimentaires. Il devrait très rapidement adopter un programme de stabilisation pour que les cultivateurs bénéficient de garanties de prix pour leurs produits. Ces garanties assureraient un niveau ou un taux beaucoup plus constant de production alimentaire. Un taux de production plus constant assurerait des prix plus constants à la consommation. La commercialisation ordonnée permettrait aux cultivateurs de produire plus d'aliments, et s'il y a plus de production, il est probable que l'inflation des prix de détail, des prix à la consommation ne sera pas aussi élevés.

J'aimerais aussi parler du domaine des ressources. C'est ce domaine qui préoccupait tellement le député d'Atabasca. Il se plaignait de l'accroissement des dépenses gouvernementales dans le domaine des ressources. C'est ridicule. Le gouvernement n'est pas allé assez loin dans son intervention dans le domaine des ressources naturelles aux niveaux fédéral ou provincial. Petro-Can a été créé, mais la critique principale que j'ai à son endroit est que son financement n'était pas assez important. Ce que le gouvernement devrait faire, c'est nationaliser Imperial Oil. Les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan devraient établir une industrie pétrolière publique.

**Une voix:** Et la potasse?

**M. Nystrom:** Je dirais que le gouvernement de la Saskatchewan a entrepris un des projets les plus progressistes et avancés qui aient été mis au point depuis longtemps au sujet de la potasse: le gouvernement d'en face et les autres gouvernements provinciaux devraient suivre cet exemple. Les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables devraient appartenir au public. Le fait est que, pour la plupart, les ressources appartiennent à des étrangers. J'aimerais consacrer les deux ou trois dernières minutes qui me restent à la question de la potasse et essayer d'éclairer